

RESUME

Une association fonctionne grâce aux décisions prises par les organes de direction et par les adhérents.

Les organes de direction sont composés d'un conseil d'administration et d'un bureau. Leurs pouvoirs sont librement déterminés par les statuts. La situation du dirigeant est déterminante pour vérifier si l'association a un but désintéressé et n'est donc pas soumise aux impôts commerciaux.

La tenue et le déroulement de l'assemblée générale sont librement organisés par le contrat d'association. Ceux-ci déterminent les modalités de convocation et de prise de décisions.

D'autres acteurs interviennent dans le fonctionnement d'une association. Il s'agit des salariés, personnes titulaires d'un contrat de travail, des bénévoles ou encore d'indépendants réalisant des prestations de service au profit de l'association.

La notion de gestion désintéressée est essentielle pour déterminer le régime fiscal et comptable d'une association.

CORRIGES

EXERCICES

★EXERCICE 1 Association Escal'dur ⌘ 15 minutes

1. Quelles sont les règles applicables en matière de rémunération du président d'une association ?

Règles de droit

En général, les dirigeants d'associations exercent leurs fonctions gratuitement.

Cependant, une rémunération est possible **sous certaines conditions** :

- ne pas cacher une répartition des bénéfices ;
- respecter le principe de transparence ;
- disposer de ressources financières propres suffisantes pour assurer le versement de cette rémunération sans utiliser les subventions à cet effet ;
- prévoir une rémunération plafonnée, notamment aux trois quarts du Smic.

Le principe de transparence nécessite en particulier une décision de rémunération prise par un organe collégial auquel ne participe pas le président.

Le non-respect des conditions précitées requalifie la gestion de l'association en gestion intéressée, élément déterminant pour soumettre une association aux impôts commerciaux.

Remarque

Par ailleurs, la responsabilité pénale du dirigeant d'une association peut être engagée comme pour toute personne en cas d'abus de confiance.

Application au cas

En l'espèce, le montant de la rémunération (700 €) n'est pas excessif et est inférieur aux trois quarts du Smic.

Cependant, la décision de verser cette rémunération ne peut pas être prise par le dirigeant lui-même. Il ne respecte pas le principe de transparence de la rémunération. De plus, le fait de s'attribuer soi-même cette rémunération pourrait être qualifié pénalement de délit d'abus de confiance.

2. Selon quelles modalités Anne Pichit pourra-t-elle être révoquée de ses fonctions ?

Règles de droit

La révocation du dirigeant d'une association peut être décidée sans préavis ni juste motif. Elle est faite selon les modalités fixées par les statuts, le plus souvent par l'organe qui a décidé de sa

nomination. Dans certains cas, elle donnera lieu à une modification des statuts si le président a été désigné dans les statuts. Cette révocation pourra donner lieu aux versements de dommages et intérêts si elle a été faite dans des conditions vexatoires et humiliantes. Enfin, elle devra faire l'objet d'une déclaration à la préfecture dans un délai de trois mois.

Application au cas

Anne Pichit a commis une faute en s'attribuant une rémunération d'elle-même. Elle pourra être révoquée pour ce motif, même si aucun motif n'est nécessaire pour obtenir sa révocation. Elle sera révoquée selon les conditions prévues dans les statuts.

3. À quelles conditions Armelle pourra-t-elle être nommée présidente ?

Règles de droit

Le dirigeant est nommé dans les statuts, par un vote ou par cooptation.

Pour être désigné dirigeant, il faut également respecter certaines conditions :

- avoir la capacité civile ;
- ne pas être frappé d'incompatibilités ;
- ne pas être frappé d'une interdiction de gérer ou de faillite personnelle ;
- avoir accepté le contrat de mandat de façon tacite ou expresse.

Parmi les incompatibilités, le statut de fonctionnaire peut être un obstacle à une nomination en tant que dirigeant dès lors que cette nomination ne respecte pas les principes de neutralité et d'égalité des individus.

Application au cas

Armelle sera nommée présidente selon les modalités fixées dans les statuts. Le fait que certains adhérents s'y opposent ne sera pas forcément un obstacle à sa nomination, notamment si celle-ci doit être décidée à la majorité des adhérents ou par une cooptation des membres du bureau.

Le fait qu'elle soit fonctionnaire ne l'empêchera pas d'être nommée présidente car elle est enseignante de français, ce qui ne paraît pas incompatible avec une association dont l'objet est de promouvoir l'escalade.

★★EXERCICE 2 Agapi, association de protection des chevaux ⌘ 20 minutes

1. Comment Yasmine sera-t-elle informée de la prochaine assemblée générale ?

Règles de droit

L'assemblée générale se réunit selon la périodicité prévue dans les statuts. Dans tous les cas, elle se tient au moins une fois par an pour l'approbation des comptes. Elle est convoquée par l'organe compétent désigné librement dans les statuts. Aucun délai légal n'est obligatoire. Tout mode de convocation est possible. Il est préférable de choisir un mode de convocation permettant d'informer le maximum d'adhérents et de constituer un moyen de preuve.

Application au cas

© 2017 Vuibert, tous droits réservés

Yasmine sera informée de la prochaine assemblée générale en recevant une convocation selon les modalités fixées dans les statuts.

2. Comment sont prises les décisions au sein de l'assemblée générale d'une association ?

Règles de droit

La prise de décision au sein d'une assemblée générale dans une association se fait selon les modalités fixées dans les statuts. Ceux-ci peuvent prévoir :

- un quorum à respecter pour la tenue de l'assemblée et/ou pour l'adoption de la délibération ;
- une majorité qui peut être différente selon le type de décision à prendre.

Le principe applicable est celui de « un homme égale une voix », mais il peut être aménagé par les statuts.

Application au cas

Yasmine devra également se conformer aux statuts afin de savoir comment seront prises les décisions au sein de l'assemblée générale à laquelle elle compte participer.

3. Que pouvez-vous répondre à Yasmine ?

Règles de droit

Le bénévole est celui qui s'engage librement au service d'une association sans percevoir aucune rémunération en contrepartie. Cet engagement doit être pris en dehors de son temps professionnel et familial. L'aide apportée à l'association peut prendre n'importe quelle forme.

Plusieurs aides existent pour soutenir les bénévoles dans leurs démarches :

- remboursement des dépenses justifiées engagées pour le compte de l'association ;
- frais non remboursés considérés comme des dons, et donc partiellement déductibles des impôts ;
- possibilité de bénéficier d'un chèque repas pris en charge à 100 % par l'association ;
- mise en place de formations spécifiques ;
- possibilité d'utiliser son activité bénévole pour obtenir la validation d'un diplôme par le biais de la VAE ;
- mise en place d'un compte d'engagement citoyen permettant de transformer les heures de bénévolat en heures de formation.

Application au cas

Si Yasmine devient bénévole, elle ne percevra pas de rémunération mais pourra bénéficier d'un certain nombre d'avantages pour la soutenir dans cette démarche.

4. Sa situation serait-elle différente si elle était salariée de l'association ? Pourrait-elle cumuler ces deux statuts ?

Règles de droit

Le salarié est titulaire d'un contrat de travail. Il fournit une prestation de travail sous la subordination d'un tiers, qualifié d'employeur et en contrepartie d'une rémunération.

Deux différences existent avec le statut de bénévole :

- la rémunération versée au salarié et non au bénévole ;
- le bénéfice de la protection du droit du travail qui ne concerne pas le bénévole.

Pour cumuler ces deux statuts dans une même association, il faut justifier de tâches précises permettant de différencier les actes accomplis en tant que salarié et ceux en tant que bénévole.

Application au cas

La situation de Yasmine serait différente si elle était salariée de cette association. Elle pourrait cumuler les deux fonctions à condition que chacune d'entre elles ait un objectif propre et distinct de l'autre.

5. Yanis pourra-t-il voir sa responsabilité engagée ? Si oui, la ou lesquelles ?

Règles de droit

Bien que les bénévoles exercent leurs fonctions gratuitement, leur responsabilité peut être engagée comme toute personne physique ou morale.

Il peut s'agir de :

- la responsabilité civile qui nécessite l'existence d'un fait générateur, d'un dommage et d'un lien de causalité ;
- la responsabilité pénale qui est engagée en cas d'infraction commise dans le cadre de l'exercice de ses fonctions ;

Application au cas

En l'espèce, l'enfant a subi un dommage du fait du défaut de respect des consignes de sécurité par Yanis. Il est donc responsable de ce dommage. Sa responsabilité civile pourra être engagée donnant lieu au versement de dommages et intérêts à l'enfant pour réparer le préjudice que celui-ci a subi.

Par ailleurs, il pourrait également voir sa responsabilité pénale engagée pour délit de blessures involontaires si sa négligence est telle qu'elle est sanctionnée pénalement.

★★★EXERCICE 3 Association théâtrale, La Compagnie des Rêves ⌘ 30 minutes

1. Que pensez-vous de la rémunération des dirigeants ?

Règles de droit

En général, les dirigeants d'associations exercent **leurs fonctions gratuitement**.

Cependant, une rémunération est possible **sous certaines conditions** :

- ne pas cacher une répartition des bénéfices, car l'association a un but non lucratif ;
- respecter le principe de transparence : possibilité de rémunérer prévue dans les statuts ; niveau de rémunération fixée par un vote sans la présence du/des dirigeants ; organisation d'élections démocratiques régulières et périodiques ; rémunération proportionnée au travail exécuté ;
- disposer de ressources financières propres suffisantes pour assurer le versement de cette rémunération. Ne pas utiliser les subventions pour ce financement ;
- prévoir une rémunération plafonnée.

Les plafonds de rémunération sont les suivants :

- trois fois le plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS). L'association doit alors disposer de ressources d'un montant au moins égal à 200 000 € pour rémunérer un dirigeant, à 500 000 € pour en rémunérer deux, à 1 000 000 € pour en rémunérer trois. L'association doit avoir au minimum trois ans d'existence ;
- trois quarts du Smic par dirigeant. Dans ce cas, il n'y a pas de limite concernant le nombre de dirigeants pouvant être rémunérés.

Si ces conditions ne sont pas respectées, l'association perd la qualification de gestion désintéressée et est alors soumise aux impôts commerciaux.

Application au cas

En l'espèce, les trois dirigeants perçoivent chacun une rémunération équivalente à 750 € bruts par mois, ce qui fait un total de 27 000 € sur l'année.

Cette rémunération est bien inférieure aux trois quarts du Smic, ce qui permet de rémunérer trois dirigeants.

Cependant, il faudra vérifier notamment que le principe de transparence est bien respecté selon le mode d'attribution de cette rémunération et la périodicité des élections. De plus, la subvention de 16 000 € ne pourra pas être utilisée pour assurer le financement de ces rémunérations. Il faudra donc s'assurer que cette association dispose d'autres ressources, ce qui est le cas à travers les cotisations, les paiements de cours, la vente de produits annexes ou encore l'exploitation du bar.

2. À quel régime fiscal sera soumise cette association ?

Règles de droit

Une association est en principe exonérée de tout impôt commercial dès lors qu'elle a une activité non lucrative. Elle reste redevable de l'impôt pour ses ressources issues de placements financiers si ceux-ci ne sont pas eux-mêmes exonérés. De même, elle sera soumise aux impôts commerciaux dès lors qu'elle exerce une activité lucrative.

Afin de déterminer si cette activité est lucrative ou non, l'administration fiscale tient compte de plusieurs critères :

- le caractère désintéressé de la gestion ;
- la concurrence avec une autre entreprise ;
- l'utilisation des mêmes règles commerciales et stratégiques qu'une entreprise.

Pour que la gestion de l'association reste désintéressée, il faut tenir compte de la rémunération des dirigeants qui doit respecter certaines conditions. De même, les salariés doivent percevoir une rémunération non excessive. Pour vérifier l'utilisation de règles commerciales propres à une entreprise, on applique les 4P : produit, prix, positionnement et publicité. Si l'association exerce une activité lucrative, celle-ci est soumise aux impôts commerciaux dès lors que cette activité n'est plus accessoire ou qu'elle dépasse un certain seuil fixé à 61 634 € pour l'année en 2017. En dessous de ce seuil, l'association est exonérée.

Application au cas

En l'espèce, l'association La Compagnie des Rêves dispose de plusieurs ressources différentes. Il conviendra de les analyser afin de vérifier si elles sont issues d'une activité lucrative ou non et si celle-ci reste accessoire et inférieure au plafond imposable.

Activités non lucratives		Activités lucratives	
Type d'activité	Montant	Type d'activité	Montant
Cotisation des membres	40 € × 2 000 adhérents, soit 80 000 €	Exploitation du bar	22 500 €
Subvention	16 000 €	Vente de produits dérivés	4 500 €
Formations	20 000 €		
TOTAL	116 000 €	TOTAL	27 000 €

Pour les formations et cours, les tarifs tiennent compte de la situation des personnes ; l'association a donc une politique de prix différente de celle d'une entreprise qui serait située sur le même marché. De plus, on peut poser l'hypothèse qu'aucune entreprise ne propose le même service. Il s'agit donc bien d'une activité non lucrative.

À l'inverse, le bar-restaurant est une activité concurrentielle d'autres entreprises situées dans le même secteur géographique ; il propose des produits aux mêmes prix, donc en appliquant la même politique commerciale. Il s'agit par conséquent d'une activité lucrative.

Le montant des activités lucratives est inférieur au plafond de 61 634 € et ces activités restent accessoires. Les recettes issues des activités non lucratives représentent près de 80 % du total des recettes.

L'association ne sera soumise à aucun impôt commercial pour ces recettes.

En revanche, les recettes issues du compte à terme seront soumises à impôt sauf s'il s'agit d'un placement exonéré d'impôt.

3. Quelles sont ses obligations comptables ?

Règles de droit

Une association a différentes obligations comptables :

- rendre des comptes sur l'utilisation des subventions qu'elle perçoit auprès de l'organisme la subventionnant ;
- établir des comptes annuels afin d'assurer la transparence et la démocratie auprès des adhérents ;
- diffuser une information comptable lors de l'assemblée générale par l'intermédiaire du trésorier ;
- adopter le plan comptable spécifique aux associations ;
- nommer un commissaire aux comptes en cas de subvention annuelle perçue pour un montant supérieur à 153 000 €

© 2017 Vuibert, tous droits réservés

Application au cas

En l'espèce, cette association ayant des recettes et des dépenses diverses, il est important qu'elle établisse des comptes afin de rendre compte de l'utilisation de la subvention qu'elle reçoit, mais également de donner une information transparente et utile à ses adhérents et à ses dirigeants. Elle n'aura pas à nommer de CAC car la subvention qu'elle perçoit n'est que de 16 000 €.

4. Quels seront les effets du recrutement de salariés ?

Règles de droit

L'association déclarée qui recrute un ou plusieurs salariés est soumise aux mêmes obligations que n'importe quel employeur, personne physique ou personne morale. Elle devra donc respecter le droit du travail en matière de rémunération, temps de travail, congés payés, rupture ou suspension du contrat. Elle devra également respecter la convention collective applicable en fonction de l'activité économique réelle de l'association. Enfin, elle devra respecter toutes les formalités nécessaires (DUE) et procéder à la mise en place de représentants du personnel si les seuils sont atteints.

Application au cas

L'association La Compagnie des Rêves a recruté trois salariés : deux enseignants et un serveur. Elle devra respecter les règles du droit du travail applicables aux contrats de travail et à la situation de ces salariés.